



L'élevage face aux demandes de la société dans différents pays de l'UE



Partenariats :

IFIP, Institut de l'Élevage, ITAVI

Financeur :

CASDAR (projet ACCEPT)

Contact :

christine.roguet@ifip.asso.fr

Valorisation

Publication

- Roguet *et al.*, 2016. Les débats de société sur l'élevage en Allemagne, au Danemark et aux Pays-Bas : analyse, confrontation avec le sud de l'UE et enseignements. Notes et études socio-économiques, n°40, 65-91.

Interventions

- Convention Coop de France Nutrition Animale, 9/11/16
- Journée TechPorc, 22/11/16
- 3R (2016), JRP (2017), JRA (2017)

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Alors que la contestation des modes d'élevage s'amplifie, une analyse des controverses sur l'élevage est réalisée en France (Delanoue et Roguet, 2015) et dans 5 grands pays d'élevage de l'UE (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Espagne, Italie). Il s'agissait de voir si les débats diffèrent entre Etats et d'appréhender leur impact sur l'évolution des modes d'élevage et la segmentation des marchés. L'étude s'est appuyée sur une bibliographique et une trentaine d'entretiens, **en Allemagne, au Danemark et en Italie**, auprès d'acteurs des filières d'élevage, de la recherche et des associations.

RÉSULTATS

Si les thèmes des débats sur l'élevage sont assez communs entre pays, leur virulence varie. Ils sont **très vifs dans le nord de l'Europe**, sur de nombreux sujets, portés par de puissantes associations nationales. Ils le sont **beaucoup moins dans le sud**, en particulier en Espagne. Souvent les pays d'Europe du Nord ont anticipé la mise en œuvre de réglementations communautaires ou instauré des normes plus contraignantes, sous l'impulsion de la société. Aujourd'hui, les risques pour la santé humaine et les conditions de vie des animaux en élevage y sont au cœur des préoccupations. La montée de la contestation, les orientations de la recherche et des pouvoirs publics, et les initiatives des filières, conduisent à des **changements de pratiques d'élevage en Allemagne et aux Pays-Bas**, tout en gardant le souci de la compétitivité. **Au Danemark**, les effets d'annonce semblent l'emporter. **L'export** y absorbe une large part de la production (90% en porc). Et la filière imagine difficilement y trouver la rémunération d'efforts répondant à des pré-

occupations nationales. Mais la situation évolue comme en témoigne la création du label bien-être Bedre dyrevelfærd. **En Italie**, l'attachement à la qualité organoleptique et à l'origine des produits alimentaires expliquent le succès des **AOP**. Dans ces cas, les surcoûts induits par un élevage plus extensif sont couverts par une meilleure valorisation permise par une **meilleure qualité reconnue du produit**. En revanche, les produits biologiques, plébiscités par les ONG, ont partout des parts de marché très limitées en raison de leur prix. De même, les niveaux les plus exigeants des labels créés par les associations conduisent à des coûts de production et des prix de vente élevés, qui les cantonnent à un **marché de niche**. Cette situation a conduit les distributeurs et les filières du nord de l'Europe à développer des **produits étiquetés selon le mode d'élevage, à des prix plus accessibles**. Leurs cahiers des charges font évoluer les pratiques d'élevage pour une part significative de la production. Les pays qui vont vers la différenciation des produits animaux selon le mode de production espèrent en tirer à terme un **avantage concurrentiel**, en verrouillant leur marché intérieur d'une part, et en imposant leurs contraintes aux autres Etats membres d'autre part. En effet, ces initiatives nationales s'inscrivent dans un mouvement plus général, dans l'UE, en faveur d'un **étiquetage selon le mode de production** de la viande et du lait, à l'instar de ce qu'impose la réglementation européenne pour les œufs depuis 2003. En attendant, **les initiatives privées**, qui se développent en dehors des cadres réglementaires, atteindront des volumes significatifs du marché intérieur communautaire. Parlant aux consommateurs directement, elles joueront un rôle vraisemblablement déterminant dans l'évolution des modes d'élevage et des segmentations de marché.

Labels bien-être officiels et des ONG au nord de l'UE

Pays	Pays-Bas	Danemark		Allemagne		
Logo						
Nombre de niveaux	3 3 = bio	1 bio	3 3 = bio	1 bio	2 2 = Neuland	3 ?
Année de lancement	2007	1992	2016	1988	2013	2018
Produits concernés	Viande (porc, poulet, bovin), œufs	Viande (volaille, porc, bovin, mouton, agneau), œufs	Viande (porc d'abord) puis autres produits	Viande (volaille, porc, bovin, mouton, agneau), œufs	Viande (porc, volaille)	Viande (porc d'abord) puis autres produits